

CHINE

Quinze ans après Tiananmen, justice n'a pas été rendue et les arrestations continuent

Index AI : ASA 17/020/2004

ÉFAI

Embargo : jeudi 3 juin 2004 (00 h 01 TU)

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

« Des personnes sont toujours détenues et d'autres sont encore arrêtées ou harcelées en rapport avec les manifestations en faveur de la démocratie sur la place Tiananmen il y a quinze ans », a déclaré Amnesty International.

Les morts et les arrestations qui ont eu lieu à l'occasion de ces manifestations n'ont fait l'objet d'aucune véritable enquête. Amnesty International a dénombré plus de 50 personnes qui seraient encore détenues pour avoir participé aux manifestations, mais il ne s'agit que d'une fraction du nombre réel que les autorités n'ont jamais communiqué.

Trois femmes, Ding Zilin, Zhang Xianling et Huang Jinping, ont été détenues pendant quelques jours en mars pour sembler-til les dissuader de commémorer le 15^e anniversaire de ces événements. Ce sont des Mères de Tiananmen, un groupe de proches des victimes qui milite pour que justice soit faite et que le gouvernement rende des comptes sur son action lors de la répression de juin 1989.

Les corps de certaines des victimes ont été découverts dans des tombes dépourvues d'inscription au centre de Pékin. Au moins 30 manifestants ont disparu sans laisser de trace pendant la nuit du 3 juin 1989, ils sont probablement morts. Alors que les chances de retrouver leurs corps diminuent, leurs familles subissent un véritable traumatisme.

Ding Zilin a dit qu'elle craignait qu'avec toutes les constructions en préparation des Jeux olympiques de 2008, il soit « extrêmement difficile de retrouver encore des traces ». Son fils, Ziang Jieliang, avait dix-sept ans lorsqu'il a été tué d'un tir dans le dos près de la place Tiananmen en juin 1989.

D'autres voix réclament également justice au gouvernement et lui demandent de condamner la répression, par exemple celle de Hu Jia, un écologiste également militant de la lutte contre le sida, qui a été détenu pendant quelques jours en avril 2004.

Le médecin qui a révélé la dissimulation SRAS en Chine, Jiang Yangyong, travaillait dans un hôpital à proximité de la place Tiananmen la nuit du 3 juin 1989. Il se souvient avoir soigné environ 90 victimes. Il a également été interrogé par la police en mars 2004 après avoir écrit une lettre ouverte dans laquelle il déclarait que les autorités se sont déchaînées, « utilisant des tanks, des mitraillettes et d'autres armes contre des étudiants et des citoyens sans arme, tuant... des étudiants innocents... Quinze ans ont passé et les autorités espèrent que le peuple va peu à peu oublier ces événements ». « Au contraire, le peuple est de plus en plus déçu et en colère. »

Amnesty International continue à demander au gouvernement d'ordonner une enquête indépendante sur le massacre d'étudiants et de manifestants sans armes et de traduire les responsables en justice. L'organisation demande aussi au gouvernement de libérer tous ceux qui sont encore détenus suite à la répression de la place Tiananmen et qui n'ont jamais eu droit à un procès équitable.

Contexte

Les manifestations de 1989 ont débuté à Pékin avant de s'étendre dans tout le pays. Les manifestants demandaient au gouvernement de mettre fin à la corruption, d'instaurer la démocratie et de respecter les droits politiques et sociaux. Durant la nuit du 3 au 4 juin 1989, l'armée a fait avancer des tanks sur la place Tiananmen, tuant des centaines de civils sans arme. Des dizaines de milliers de personnes ont été arrêtées par la suite.

En mars 2004, dans son Livre blanc annuel sur la situation des droits humains, le gouvernement chinois disait avoir accompli des « progrès décisifs » dans la défense des droits humains en 2003. Ce rapport a été publié avant les discussions de l'Union européenne sur la levée de l'embargo sur les ventes d'armes à la Chine. Cet embargo a été décidé en 1989 en réponse aux actes commis par le gouvernement chinois contre les manifestants de la place Tiananmen. L'embargo n'a pas été levé. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>

